

HAÏTI

**Les homicides peuvent et doivent être
arrêtés**

Index AI : AMR 36/001/2004

Jeudi 8 janvier 2004

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Seule une action forte et concertée pourra briser le cycle de violence politique dans lequel Haïti est actuellement engagé, vient de déclarer Amnesty International ; au cours de confrontations entre des manifestants du parti d'opposition, des partisans du gouvernement qui tentaient de bloquer cette manifestation et la police, deux personnes ont été tuées et une trentaine d'autres blessées à Port-au-Prince dans la journée du 7 janvier 2004.

« Les dirigeants politiques doivent immédiatement lancer un appel à leurs partisans et exiger que cessent les violences, a déclaré Amnesty International. En outre, la police doit remplir ses obligations et respecter et protéger le droit de toute personne à manifester pacifiquement. »

Selon les informations qui nous sont parvenues, l'une des deux personnes décédées aurait été un partisan du parti *Fanmi Lavalas (FL)* du président haïtien Jean-Bertrand Aristide ; il aurait été tué au cours d'échanges de tirs avec la police. L'autre personne décédée, Maxime Desulmant, manifestant de l'opposition, aurait été abattu par des partisans d'Aristide.

À seulement une semaine des cérémonies du 200ème anniversaire de la souveraineté d'Haïti, les violences politiques qui n'ont cessé d'augmenter tout au long de l'année dernière se poursuivent. Dans la période précédant le 1^{er} janvier et le début de la célébration du bi-centenaire, Amnesty International avait rendu public un plan d'action appelant les autorités à garantir qu'aucune violation des droits humains ne serait tolérée au cours des célébrations et demandant aux partis politiques d'exercer un contrôle sur leurs partisans.

Les dirigeants de l'opposition ont appelé à plusieurs jours de grève après la manifestation d'hier 7 janvier, au cours de laquelle des journalistes et des stations de radio auraient également été attaqués.

« Amnesty International est profondément préoccupée par les heurts quasi incessants entre militants pro- et anti-gouvernementaux à Haïti qui ont déjà causé la mort de

plusieurs personnes cette année. Nous craignons l'impact de cette spirale de violence sur les droits humains et demandons aux autorités, en coopération avec les partis politiques, de traduire immédiatement en justice les personnes soupçonnées d'être responsables de ces actes », a conclu l'organisation. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>